

Allocution du Président de la République.

Mes chers compatriotes, je m'adresse à vous ce soir dans un moment d'une extrême gravité, après ce que nous avons vécu hier dans de nombreuses villes de France, en hexagone comme dans nos Outre-mer. Hier, samedi 17 octobre, des factieux, issus de groupuscules d'ultra-gauche, rejoints par de nombreux délinquants, se sont livrés à une violence débridée dans nos villes. Des commerces ont été pillés, des bâtiments publics, des magasins, des mairies ont été attaqués et pour certains détruits. Plusieurs centaines de policiers et de gendarmes ont été blessés.

En regardant ces images, nous nous sommes tous demandé, qu'ont-ils dans la tête ? Comment des Français peuvent faire cela à la France ? Pourquoi brûler la mairie de Limoges, l'office de tourisme à Lyon, envahir la mairie à Marseille ou attaquer la résidence du préfet à Bordeaux ? Comment peuvent-ils en arriver là ? Rien ne le justifie, rien ne l'explique, rien ne l'excuse.

Nous ressentons tous ce soir de la colère, de la honte. Voir les rues de nos villes ainsi saccagées est insupportable. En votre nom, j'exprime le soutien de la nation à nos forces de l'ordre et à nos forces de sécurité intérieure. Elles ont tenu et ont fait de leur mieux. Nous pensons aux nombreux blessés ainsi qu'à leurs familles. J'exprime aussi notre soutien à tous nos maires et tous nos élus. Je veux dire aussi notre soutien aux nombreux commerçants, artisans, acteurs économiques qui ont subi les conséquences de ces violences et qui sont aujourd'hui dans le désarroi. Certains ont défendu eux-mêmes leurs magasins et leurs vitrines face aux délinquants. Je veux leur dire qu'ils ne seront pas laissés seuls face à ces difficultés. Le gouvernement leur apportera des réponses. Dès demain, le Premier ministre présidera une cellule de crise pour mobiliser les aides les plus rapides possibles et accompagner celles et ceux qui traversent ces heures si difficiles.

Il faut être lucide. Hier, nos forces de l'ordre, malgré leur professionnalisme, ont eu à subir une violence inouïe dans de nombreuses villes à plusieurs reprises. J'ai demandé au gouvernement d'en tirer toutes les leçons en matière de renseignement et d'anticipation et faire en sorte que cela ne puisse pas se reproduire. J'attends des réponses claires et toute la transparence sera faite. C'est ce que j'ai demandé au ministre de l'Intérieur. Les enquêtes seront conduites avec toute la diligence nécessaire le plus rapidement possible et la plus grande fermeté a été demandée au procureur par le garde des Sceaux. Le suivi judiciaire doit être exemplaire. Nos juges rendent la justice en votre nom et ils savent ce que vous attendez. Chaque fois que des infractions sont commises, elles doivent donner lieu à des suites judiciaires appropriées. Ceux qui ont détruit doivent payer. Ceux qui ont pillé doivent rembourser. Ceux qui ont cherché à faire tomber la République auront à en répondre.

Il faut aussi regarder lucidement ce qui s'exprime dans le pays. Hier, plusieurs centaines de milliers de nos compatriotes ont manifesté avec la volonté de porter des revendications légitimes. Jamais nous ne devons confondre ces derniers avec ceux qui ont détruit, cassé, pillé. Ces manifestants ont fait part d'une inquiétude sur le coût de la vie, sur le prix des carburants, qui trouvent leur source dans le conflit lancé dans le golfe Persique, auquel la France n'a pas pris part et dont nous subissons les conséquences. Je comprends parfaitement leur inquiétude. Elle s'exprime d'ailleurs aussi dans plusieurs autres capitales en Europe. A ce titre, j'ai pris plusieurs initiatives au niveau international pour garantir notre carburant, notre gaz et agir sur les marchés de l'énergie. Je poursuivrai ces actions dès demain matin, en allant dans les pays du Golfe pour sécuriser nos approvisionnements. Le Premier ministre et le gouvernement ont également pris des décisions en lien avec les distributeurs de carburant pour que ces efforts se répercutent concrètement sur les prix. Le gouvernement fait le maximum pour que cette question essentielle du pouvoir d'achat soit traitée. Je sais que les Français attendent des résultats concrets et nous continuerons à agir.

Depuis plusieurs semaines aussi, notre jeunesse exprime une angoisse profonde dans les lycées comme dans les universités. Une inquiétude sur l'avenir, sur les conditions de vie et d'études, sur la capacité à s'orienter, à se projeter, à trouver sa place dans la société. L'idée qu'il n'y aurait pas de futur désirable en quelque sorte. Je comprends nos lycéens et nos étudiants. Ils sont au cœur de mon engagement politique depuis plus de dix ans. Leur parole doit être entendue, sans a priori et sans minimiser les difficultés. Le travail est déjà engagé par le gouvernement. Le ministre de l'Education nationale s'est mobilisé et a mis en place une plateforme qui a recueilli plus de 100 000 contributions qui s'ajoutent aux réunions tenues au niveau des académies et des lycées. Cela nous permettra de construire avec notre jeunesse des réponses adaptées.

Notre responsabilité est donc double. Entendre la colère et agir sur ses causes et faire respecter fermement l'ordre républicain. Nous ne devons ni confondre les revendications légitimes avec les violences, ni laisser les violences empêcher que ces revendications soient entendues. C'est pourquoi je veux ce soir donner une méthode claire. Premièrement, dans le contexte actuel, les préfets prendront les décisions en lien avec les maires pour protéger nos villes, nos bâtiments publics et nos commerces, y compris en allant jusqu'à interdire quand il le faut certains rassemblements et en prenant toute action nécessaire. Deuxièmement, j'appelle l'ensemble des partis politiques, des organisations professionnelles et syndicales à condamner sans ambiguïté toutes les violences et à appeler au calme. Chacun doit prendre ses responsabilités. Le pays a besoin d'ordre, d'apaisement et pas d'une escalade. Le Premier ministre réunira dans les prochains jours ces formations afin d'obtenir des positions claires et publiques. Troisièmement, Nous ne pouvons pas demander à notre jeunesse de croire en l'avenir sans lui donner la possibilité de construire les réponses et d'être autour de la table. Oui, il nous faut nous asseoir autour de la table et construire ensemble des solutions. Élèves, étudiants, enseignants, représentants des organisations patronales et syndicales, collectivités territoriales, parlementaires travailleront dès cette semaine avec le gouvernement à des propositions concrètes. Le Premier ministre les réunira dans les prochains jours à cet effet. Je veux être ici très clair, À l'égard des casseurs et de tous ceux qui se livrent à des violences, nous serons intraitables. L'écoute et le dialogue ne signifient ni la faiblesse, ni l'impunité.

Mes chers compatriotes, nous sommes à six mois de notre élection présidentielle. À six mois. Et donc tous ceux qui aujourd'hui vous expliquent que l'urgence est d'aller dans la rue, de manifester, de créer le désordre, n'ont qu'un but. Abîmer la République et voler le débat. Les choix d'avenir que vous aurez, que nous aurons à faire dans six mois, ils sont essentiels. La France est une grande force démocratique. Elle mérite ces débats. Ils doivent se faire dans les réunions publiques. Ils doivent se faire avec les partis, et non pas dans la rue par la violence. Ils doivent se faire dans les journaux, sur les plateaux de télévision, dans les rassemblements pacifiques, où l'on parle et l'on s'explique dans le respect, jamais dans le désordre et dans la casse. Notre pays mérite une belle élection présidentielle dans six mois. C'est aussi maintenant qu'elle se joue, par l'esprit de responsabilité. Oui au dialogue, oui à la réponse concrète de court terme et à la préparation des décisions futures. Mais non toujours à la violence quelle qu'elle soit. Nous avons besoin d'unité, de calme et de respect.

Vive la République et vive la France.